



ANNIVERSAIRE, Ainsi naquit la communication publique



De gauche à droite, Pascal Josèphe, Geneviève Manois-Brunet, Alain Bosc, Dominique Mégard, Pierre Bourdereau.

PASCAL JOSÈPHE

Journaliste issu de l’ESJ de Lille. Il est responsable de l’information à la mairie de Lille de 1978 à 1982. Il sera le premier président de CLC, l’association qui engendra Cap’Com. En 1983, il devient chargé de mission auprès du directeur général de Radio France internationale.

GENEVIÈVE MANOIS-BRUNET

Prof de lettres, elle arrive en 1981 à la mairie de Valence pour s’occuper du journal. Elle prend vite en charge tous les aspects de la communication de la ville. Au sein de CLC, elle accompagne la naissance en 1988 du Forum Cap’Com à Valence. Elle sera ensuite dircom de l’Hérault.

ALAIN BOSC

Journaliste de presse nationale, il rejoint Meaux en 1981 pour créer le premier journal municipal. En quelques années, il développe le service communication. Adhérent de la première heure à CLC, il passera trois ans à Istres comme dircom. Il rejoindra ensuite l’association militante la Cimade.

DOMINIQUE MÉGARD

Journaliste de formation, elle arrive à la mairie de Villefranche-sur-Saône en 1981 pour prendre en charge le journal municipal. Elle sera ensuite dircom et dircab. Présidente de CLC, elle contribue aux premiers Forums et devient en 1993 la première déléguée générale de Cap’Com.

PIERRE BOURDEREAU

Assistant parlementaire, il est recruté en 1985 comme directeur de cabinet par le maire de Briançon. Très actif au sein du réseau, il sera dircom de Grenoble jusqu’en 2000, avant de rejoindre le cabinet du président du groupe socialiste à l’Assemblée nationale.



1.



2.

1. Le logo de la première association : un graphisme qui reflète bien les années quatre-vingt. 2. L'annonce du premier Forum avec les outils de com de l'époque : rétroprojecteur et minitel. 3. Le réseau se dote dès son origine d'une mission d'information. 4. Dominique Mégard et Claude Sérillon ouvrent le 20^e Forum Cap'Com à Nantes.



4.



3.

Un métier, une histoire, des fondateurs

EN JUIN 1988, SE TENAIT LE PREMIER FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE ET TERRITORIALE. UN ANNIVERSAIRE QUI EST L'OCCASION D'UN REGARD SUR L'APPARITION DE LA PROFESSION. LES TRAVAUX DU SÉMINAIRE UNIVERSITAIRE SUR L'HISTOIRE DE LA COMMUNICATION TERRITORIALE ET LE 30^E FORUM DE LYON, EN DÉCEMBRE PROCHAIN, RENDRONT COMPTE DE CE CHEMINEMENT. SANS ATTENDRE, DONNONS LA PAROLE À CEUX QUI FURENT À L'ORIGINE DE NOTRE MÉTIER.



Ils étaient là, tous les cinq, aussi enthousiastes qu'en ce jour d'automne 1981 où ils participèrent à la création de la première association regroupant des communicants de collectivités locales. Une

initiative qui donna naissance à Cap'Com.

Ils n'étaient alors qu'une petite cinquantaine. Ils ne se nommaient pas « communicants publics », pas même « dircoms », mais ils avaient bien conscience qu'ils étaient les pionniers d'un nouveau métier. Ils avaient déjà compris qu'il n'était pas question de rester chacun dans son coin, qu'il fallait se regrouper, échanger et ainsi, collectivement, construire la profession. Nous leur devons en partie ce que nous sommes puisqu'ils ont fait de nous des communicants publics et territoriaux.

Avec Geneviève, Dominique, Alain, Pierre et Pascal, observons la naissance de notre métier et partageons cette histoire commune. —

Live’s story

FÉCONDATION.

Des rapports assumés

« Le point de départ, explique Alain, fut pour moi le colloque de Grenoble en 1966 où Michel Rocard lança la réflexion sur la démocratie locale ». C’est la période du programme « Décoloniser la province », du rapport sur « Le désert français » et les mouvements comme l’Adels ou les Groupes d’action municipale convertissaient la gauche à la décentralisation. « L’information et la participation des habitants étaient devenues une préoccupation majeure », reconnaît Geneviève. Et en 1981, la gauche, en se coulant dans les institutions de la V^e République, vote la décentralisation, ce qui accélère le mouvement.

FAIRE-PART. La com naît dans les feuilles de chou

« C’était l’ébullition », s’exclame Geneviève. Nous venons tous d’univers différents, militants politiques, journalistes, issus du monde associatif, socio-culturel. Notre première mission était l’information des habitants avec la création ou la professionnalisation des journaux municipaux. Très vite, toutes les facettes du métier se sont imposées. Les relations avec les associations locales étaient essentielles. Nous avons aussi développé les événements, culturels souvent. Les réseaux de panneaux Decaux nous ont conduit à investir l’affichage. « Progressivement, le métier de dircom s’est constitué, confirme Geneviève, la com à Valence est passée de 1 à 6 agents. « À Meaux, la jeune équipe élue en 1977 est

venue me chercher pour créer le journal municipal, renchérit Alain, et en quelques années nous étions 8 personnes ».

PARENTALITÉ. Les maires maternent la com

« Les élus reconnaissent sans peine nos compétences. Entre eux et nous, il y avait une vraie confiance, ils croyaient à ce que nous faisons », reconnaît Dominique. De fait, « on était dircab et dircom à la fois », précise Pierre. « Même si nous n’étions pas encartés, pour eux, nous étions un peu des militants », complète Geneviève, « on se comprenait à mi-mot ». Cette proximité va être bouleversée en 1990 par la loi créant la distinction entre la communication institutionnelle des collectivités locales et communication électorale des candidats qu’elle encadre. « Cela a transformé le métier et créé la différenciation dircom/dircab. On s’est éloigné de la politique ».

IDENTITÉ.

La fin de la clandestinité

« Très rapidement nous avons eu besoin de faire admettre notre métier », se rappelle Pascal, un vrai métier, avec une stratégie, des objectifs, des outils, un budget et une équipe ». « Le plus difficile fut d’intégrer le métier dans l’administration locale. Nous étions un peu des Ovni », reconnaît Dominique. « Personne ne comprenait ce que nous faisons, se souvient Alain, nous étions tous contractuels. Jamais nous ne serions devenus fonctionnaires. » Il faudra at-

tendre l’année 2000, après un travail mené avec Cap’Com, pour que le CNFPT inscrive dans le répertoire des métiers de la FPT six métiers de communicants territoriaux. « Cette reconnaissance a permis la mobilité », constate Pascal.

MELTING-POT.

Les communicants sont une grande famille.

« L’association nous a donné immédiatement du poids », estime Geneviève. « C’était une manière de se tenir chaud, de se sentir en réseau », avoue Pierre. « Elle nous a aussi permis d’exister en nous différenciant des dircabs qui avaient leurs associations politiques, compète Pascal. L’association était plutôt à gauche à l’image des grandes villes à l’époque.

ÉCHANGE.

Comme aujourd’hui, les soutiens collectifs remontent à la surface. « Dès l’origine, l’association était la foire aux idées ». « On venait avec nos projets, nos campagnes par exemple sur le tri sélectif ». « Pas d’idée de concurrence entre nous ». « Une fois, nous avons même réalisé tous ensemble un journal municipal idéal, tel que nous le rêvions ». « C’était de l’auto-formation, de l’échange de bonnes pratiques ». « Nous nous réunissions chaque fois dans une ville différente : Grenoble, Charleville-Mézières, Saint-Jean-de-Braye, Montpellier, Valence... » « Finalement, Cap’Com fonctionne toujours sur les mêmes bases », avouent-ils tous fièrement.

APPROFONDIR LA CONNAISSANCE ET ANALYSER LE CONTEXTE ET LES PERSPECTIVES DE LA COMMUNICATION

En 1990, les communicants publics définissent les objectifs qui seront ceux du réseau Cap’Com : « Coordinateurs, émetteurs utilisant des techniques de plus en plus variées et complexes, les dircabs ne peuvent plus se contenter d’être des praticiens, aussi brillants soient-ils. Ils sont aussi des chercheurs qui ont à explorer les possibles du développement de la communication et à en définir les cadres dans lesquels ils vont s’inscrire (...). L’association s’est fixée comme objectif l’organisation de rencontres pour développer les échanges et les contacts entre ses membres et pour produire une réflexion sur tous les aspects de leur mission (...). Elle a aussi mis en place de véritables sessions de formation professionnelle. Elle contribue autant à approfondir la connaissance qu’à analyser le contexte et les perspectives de la communication. L’une des vocations de l’association consiste probablement à créer les conditions qui permettent à cette recherche de progresser ».

1977 – 1993. UNE NAISSANCE EN DIX DATES

1977 > Une nouvelle vague d’élus venus du monde associatif gagne de grandes villes. Priorité : l’information des habitants.

1978 > La loi sur l’information des citoyens instaure le droit d’accès aux documents administratifs.

1981 > L’association *Collectivités locale et communication* (CLC) est créée. Objectif : fédérer le métier naissant au travers de rencontres

annuelles. Ainsi naîtra le réseau Cap’Com.

1982 > Les lois de décentralisation, qui créent notamment les régions, sont adoptées.

1988 > Le premier *Forum de la communication publique et territoriale* porté par CLC et la ville se tient à Valence.

1989 > Création de l’association *Communication publique* avec l’objectif de « faire descendre la haute fonction publique de son piédestal

pour qu’elle apprenne à dialoguer avec les citoyens ».

1990 > La loi du 15 janvier (loi Rocard) crée la distinction entre la communication institutionnelle des collectivités locales et la communication électorale des candidats qu’elle encadre. Le métier de dircom en est bouleversé.

1990 > Création de l’association *Communication et citoyen*

qui réagit contre « les errements publicitaires et le marketing politique d’une communication locale qui ne doit plus rester l’affaire des dircabs seuls ».

1992 > La loi du 6 février renforce la participation des habitants et impose l’information des citoyens.

1993 > Le Forum Cap’Com quitte Valence et devient le rendez-vous annuel de la profession.

Citoyenneté, proximité, participation.



Dans quelle mesure les valeurs portées depuis 30 ans par le réseau sont-elles appelées à évoluer ? C’est la question que pose ce 30^e anniversaire du Forum Cap’Com. Frédéric Theulé, docteur en histoire urbaine et communicant, apporte les premiers éléments de réponse.

De quoi le 30^e Forum Cap’Com sera-t-il le nom ? Cet événement s’inscrit dans une dynamique temporelle que le séminaire de recherche mené cette année à l’IEP de Rennes permet de mettre en évidence. Les communicants des collectivités locales arrivent à un tournant de leur histoire. Au-delà du contexte – digitalisation, management, stratégies... –, ce sont les acteurs eux-mêmes qui sont en passe de changer, et avec eux les valeurs professionnelles qu’ils portent.

LA DÉCENTRALISATION : UN APPEL D’AIR

En 1988, le premier « salon Col’Com » réunit une communauté d’acteurs certes disparates mais dont les objectifs convergent. Pour cette première génération de communicants, essentiellement issus du journalisme, il s’agit de saisir les contours d’un périmètre professionnel dont ils ne perçoivent pas encore bien les limites. Et pour cause : ces communicants voient leur légitimité nouvelle arrimée à celle des territoires issus de la décentralisation. L’acte I, initié en 1982 par le pouvoir socialiste, provoque un appel d’air, pour ne pas dire une « boulimie de reconnaissance » (*Le Monde*, 1988). Dans le contexte des années 80, les collectivités se trouvent placées en situation d’expliquer leurs politiques publiques localement et d’entrer dans une compétition entre elles afin

d’attirer sur leur sol des entreprises synonymes de manne financière. Il devient impératif de s’inventer des positionnements, et de le faire savoir : le communicant public territorial est né...

« CHANGER LA VILLE, CHANGER LA VIE »

Qui sont ces « primo-communicants » qui intègrent des communes, des départements et bientôt des régions ? D’abord des journalistes, mais également des personnes qui se retrouvent dans les valeurs de citoyenneté, de proximité, de démocratie locale que le corpus idéologique socialiste, devenu dominant, a contribué à amplifier. Dans le sillage des Groupes d’action municipale (GAM) expérimentés par Hubert Dubedout à Grenoble dès la fin des années 1960, les communicants des années 80 inscrivent leur

action dans le « Changer la ville, changer la vie » du PS, mais aussi dans la puissance du tissu associatif, de l’autogestion et des mouvements d’éducation populaire.

CHANGEMENT DE GÉNÉRATION

Trente années après, le tissu associatif, s’il reste vivace, a évolué. Le contexte n’est plus à l’auto-gestion, et les dynamiques d’éducation populaire ont été laissées en sommeil. Pour autant, les valeurs fondatrices de Cap’Com – citoyenneté, participation des habitants, communication définie comme un outil de démocratie locale... – ont persisté. Au moment où cette génération d’acteurs commence à quitter ses fonctions, la question qui se pose est donc bien celle, culturelle, de leur permanence, de leur réappropriation, voire de leur disparition. –

— QUAND LA COMMUNICATION PUBLIQUE MONTE EN CHAIRE —



Dans le cadre du 30^e anniversaire du réseau Cap’Com, plusieurs centres de recherche se sont réunis pour conduire un séminaire de recherche historique sur la communication publique et territoriale :

- La chaire Territoires et mutations de l’action publique de Sciences-Po Rennes
 - Le Centre de Recherches en sciences de l’information et de la communication de l’Université Rennes 2
 - Le Centre de recherches sur l’action politique en Europe de l’Université de Rennes.
- Avec Cap’Com, ils travaillent ensemble autour d’une série de séminaires qui ont débuté en octobre 2017 pour courir sur toute l’année 2018.

La responsabilité scientifique de ce séminaire est assurée par Thibault Tellier (professeur d’histoire contemporaine à l’IEP de Rennes) et par trois membres du comité de pilotage de Cap’Com, Didier Chauvin (maître de conférences, responsable du Master Communication publique et politique à l’Université Rennes 2), Amina Lasfar (maître de conférence à l’université catholique d’Angers) et Frédéric Theulé (docteur en histoire urbaine et chargé de cours à l’université d’Evry).